

NOVEMBRE 2021

RAPPORT D' ANALYSE DE CONFLIT – SATEMA

PROJET RELSUDE



ACTED

CONCERN
worldwide



COOPi
COOPERAZIONE
INTERNAZIONALE



OXFAM



IMPACT
AGORA



FRANCE 2030
UNLIMITED



BÊKOU
Fonds fiduciaire de l'UE pour la République centrafricaine

RESUME EXECUTIF

Ce rapport s'inscrit dans le projet RELSUDE, pour lequel Concordis International a été demandé d'effectuer l'analyse des conflits et de la compréhension des perceptions des communautés afin d'informer les activités des partenaires du consortium et de les ancrer dans les diverses réalités de 11 villes ciblées au sud-est de la République centrafricaine. Les communautés musulmanes ayant fui la localité en 2017, seulement des membres des communautés chrétiennes ont été interviewées.

Les habitants de Satema se rappellent d'une période de calme avec une cohésion sociale établie jusqu'à l'arrivée de la coalition Séléka en janvier 2013. Dès lors, ils se sont accaparés des fonctions de l'état et ont commencé à commettre des exactions contre la population et plus particulièrement contre les communautés chrétiennes selon les répondants. En réponse à ces actes, les Anti-Balaka se sont organisés et ont attaqué la ville en 2017, repoussant l'UPC, successeur de la Séléka, à Dimbi. C'est lors de ces affrontements que les communautés musulmanes ont quitté la ville.

Les Anti-Balaka, leurs membres appartenant majoritairement au groupe ethnique Langba, ont ravivé des tensions historiques entre ce dernier et le groupe ethnique Yakoma. Ces tensions ont mené à une attaque contre des familles yakoma en janvier 2021, occasionnant la fuite de ces dernières vers la République Démocratique du Congo (RDC). Ce n'est que depuis août de cette année que certains réfugiés ont commencé à retourner.

Suite aux annonces des FACA et des alliés de leur arrivée à Satema, les Anti-Balaka ont déposé leurs armes et les autorités locales ont repris leurs fonctions. Sur le plan sécuritaire, les forces de l'ordre demeurent absentes de sorte que les habitants se sentent « laissés à la portée de la nature. » Particulièrement les femmes se sentent à risque de violences basées sur le genre et physiques. La crainte de subir de nouvelles exactions empêche les habitants de se rendre hors du centre et les réfugiés de retourner à Satema.

Malgré un accord signé après les événements du début de 2021, le clivage inter-ethnique persiste. Les répondants yakomas déplorent le manque de représentation pendant le dialogue qui a abouti à cet accord, que les Anti-Balaka ne soient pas encore désarmés, et que les réfugiés ne se sentent pas tous en sécurité pour revenir à Satema tant que les forces de l'ordre ne sont pas présentes. Plusieurs répondants yakomas appellent donc à un dialogue inclusif pour aboutir à un désarmement que la présence des forces conventionnelles devrait faciliter.

L'économie locale est fortement réduite depuis 2013. La succession de conflits, accompagnée de vagues de déplacement, les exactions et l'insécurité créées par les groupes armés ont laissé des traces. L'agriculture – y compris les cultures de rente – la pêche et la chasse ont tous subi des coups. Les effets principaux sont une chute de la production devenue insuffisante pour répondre aux besoins de la population et un commerce quasi-inexistant.

Un risque de reprise des violences se révèle. Tant que les Anti-Balaka ne sont pas désarmés et les forces de sécurité interne (FSI) – gendarmerie et police – et les forces armées centrafricaines (FACA) demeurent absentes, les UPC qui se trouvent à 40 kilomètres maintiendront cette insécurité. Tant que le malaise économique persiste et le clivage entre les groupes ethniques ne sont pas atténués les hostilités peuvent reprendre à tout moment selon les répondants.

On remarque une absence d'avis concernant une réconciliation éventuelle avec les communautés musulmanes. Il est possible que les esprits soient dominés par les événements de cette année, au point de reléguer les relations interreligieuses au second plan.

Les principaux acteurs et organisations de la société civile (OSC) sont détaillés dans ce rapport. Lors des conflits de 2013 et 2021, la plateforme religieuse a joué un rôle de premier plan dans le retour de la paix à travers des sensibilisations pour le vivre ensemble et l'adoption d'un comportement non-violent. Le Comité local de paix et de réconciliation (CLPR), généralement nommé « comité de paix » est fonctionnel depuis les hostilités de

janvier et comprend les membres de la plateforme religieuse. En outre, l'association de la jeunesse et l'organisation des femmes centrafricaines (OFCA) est également présente, bien que cette dernière ne semble pas active dans la cohésion sociale.

Les habitants privilégient un retour à la sécurité physique et alimentaire. Tout dépend de la réconciliation et reconstruction des relations entre les groupes ethniques de la ville, et d'une sécurisation de la zone. Celui-ci ne peut se faire que si les forces de l'ordre reviennent à Satema et les groupes armés sont désarmés. Ensuite, les services publics doivent être améliorés : l'éducation, la santé et l'accès à l'eau potable. Cela permettra à l'économie locale de reprendre de l'ampleur ce qui mènera à une stabilité des moyens dans la zone. Les répondants ont spécifié les priorités suivantes :

- Mettre en place d'un **dialogue inclusif et des campagnes de sensibilisation** à la réconciliation et au vivre ensemble entre les groupes ethniques afin de rétablir la cohésion sociale. En outre, ils préconisent :
 - Un **renforcement de capacités des OSC et des leaders communautaires** en sensibilisation au vivre ensemble et aux méthodes de prévention et de résolution non-violente des conflits ;
 - La promotion des **droits de la femme** auprès des communautés pour lutter contre les violences basées sur le genre et l'enlèvement des femmes.
- Rétablir l'**autorité de l'état** pour stabiliser la localité, et particulièrement :
 - Stationner les **FACA et les FSI** dans la ville avec un soutien de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA) ;
 - **Désarmer les groupes armés** et réintégrer leurs combattants dans la société.
- Améliorer les services publics :
 - Affecter des **staffs enseignants** et améliorer l'infrastructure de l'éducation ;
 - Faciliter l'**accès à l'eau potable** pour subvenir aux besoins et pour éviter les conflits ;
 - **Prendre en charge les enfants** victimes du conflit, notamment les orphelins ;
 - Appuyer les **services de santé** logistiquement.
- Mettre au point l'**appui humanitaire** en l'augmentant et en le rendant plus sensible aux conflits.
- Soutenir le **relèvement économique** pour offrir des opportunités aux habitants, et particulièrement les jeunes, à travers :
 - Les **formations professionnelles** pour augmenter les compétences ;
 - La **création d'emploi** pour pouvoir appliquer ces compétences ;
 - Le soutien aux **activités existantes**, ciblant, entre autre, les groupements agricoles ;
 - L'aménagement des **infrastructures** routières.

TABLE DES MATIÈRES

Résumé exécutif.....	1
Abbréviations.....	4
Introduction.....	5
Analyse de conflit pour Oxfam & RELSUDE.....	5
Méthodologie.....	5
Satema.....	6
Situation politique, ordre public et sécurité.....	8
Histoire des tensions à Satema.....	8
Situation actuelle.....	9
Femmes.....	10
Acteurs dans les conflits.....	10
Identités, groupes armés et cohésion sociale.....	12
Relations intercommunautaires.....	12
Relations avec les groupes armés.....	13
Réfugiés – déplacés.....	13
Economie locale.....	15
Faible production.....	15
Commerce réduit.....	16
Initiatives locales & endogènes à la résolution de conflit.....	17
Femmes.....	18
Acteurs dans la gestion des conflits, la réconciliation et la consolidation de la paix.....	18
Plateforme religieuse.....	19
L'Association de la jeunesse.....	19
Comité local de paix et de réconciliation (CLPR).....	20
Organisation des femmes centrafricaines (OFCA).....	21
Recommandations.....	22
Cohésion sociale.....	22
Retour de l'autorité de l'Etat.....	23
Services.....	24
Amélioration de l'appui humanitaire.....	24
Relance économique.....	24
Annexes.....	26

ABBREVIATIONS

AGR – Activités génératrices de revenus

CLPR – Comités locaux de paix et de réconciliation

CSPJ – Conseil sous-préfectoral de la jeunesse

DDR – Désarmement, Démobilisation et Réintégration

FACA – Forces armées centrafricaines

FSI – Forces de sécurité intérieures

MINUSCA – Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique

OFCA – Organisation des femmes centrafricaines

ONG - Organisations non-gouvernementales

ONGI – Organisations non-gouvernementales Internationales

OSC – Organisation de société civile

RDC – République Démocratique du Congo

RVC – Réduction de violence communautaire

UPC – Unité pour la paix en Centrafrique

INTRODUCTION

ANALYSE DE CONFLIT POUR OXFAM & RELSUDE

Le projet RELSUDE réunit six ONGI (Oxfam, Concern, COOPI, Agora et Free Press Unlimited sous l'égide d'ACTED) afin d'œuvrer en faveur du relèvement socio-économique et de la réconciliation dans la zone du sud-est de la République centrafricaine. Dans ce cadre, Oxfam a contracté Concordis International pour effectuer des consultations portant sur l'analyse de conflits et la compréhension des perceptions des communautés et les acteurs locaux afin d'informer les activités des partenaires et de les ancrer dans les situations diverses des différentes villes ciblées.

Concordis International a mené ses consultations dans 11 villes du sud-est, à savoir Bria, Ouango, Zemio, Mobaye, Obo, Kouango, Gambo, Alindao, Kembe, Bakala et Satema. Dans chaque ville, la même méthodologie a été appliquée afin de comprendre les réalités spécifiques des relations entre communautés (ethniques, religieuses ou autre). Ces réalités dépendent des conceptions des répondants eux-mêmes, de leurs expériences des conflits et de leurs perceptions des différents acteurs qui influent sur leur quotidien. L'objectif est de comprendre les perceptions, les expériences, et les besoins en matière de sécurité des communautés, ainsi que leurs relations avec les instances de sécurité – avec une attention spécifique pour les voix des femmes et des jeunes.

L'étude servira de base pour l'élaboration et la mise en œuvre de plans de solidarité communautaire par les OSC et Comités Locaux de Paix et de Réconciliation (CLPR) des 11 localités analysées avec l'appui des membres du consortium. Afin de préparer cette prochaine étape, Concordis International a organisé une formation pour ces acteurs sur la collecte de données et l'élaboration des plans d'action pour la solidarité intercommunautaire. Pour ces derniers, un plan d'action est élaboré de façon collaborative pour chaque localité avec les participants de la formation.

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à donner la parole aux communautés souvent mises à l'écart dans le processus d'analyse de conflit. De ce fait, une attention particulière est portée aux femmes et à la jeunesse, avec la conscience que les besoins distincts de chaque groupe nécessitent une approche distincte.

Concordis International adopte une méthodologie d'analyse rigoureuse, s'efforçant à valoriser les propos des interlocuteurs sans biais ni inductions. Ce rapport aborde les causes structurelles du conflit, les initiatives locales et endogènes à la résolution du conflit et des recommandations faites par les répondants.

L'analyse qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments de population ciblés ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés de la localité et/ou des conflits. Afin d'assurer l'inclusion des diverses communautés susmentionnée, l'accent a été mis sur les groupes ou associations de femmes, de jeunes, de certains corps de métiers, entre autres.

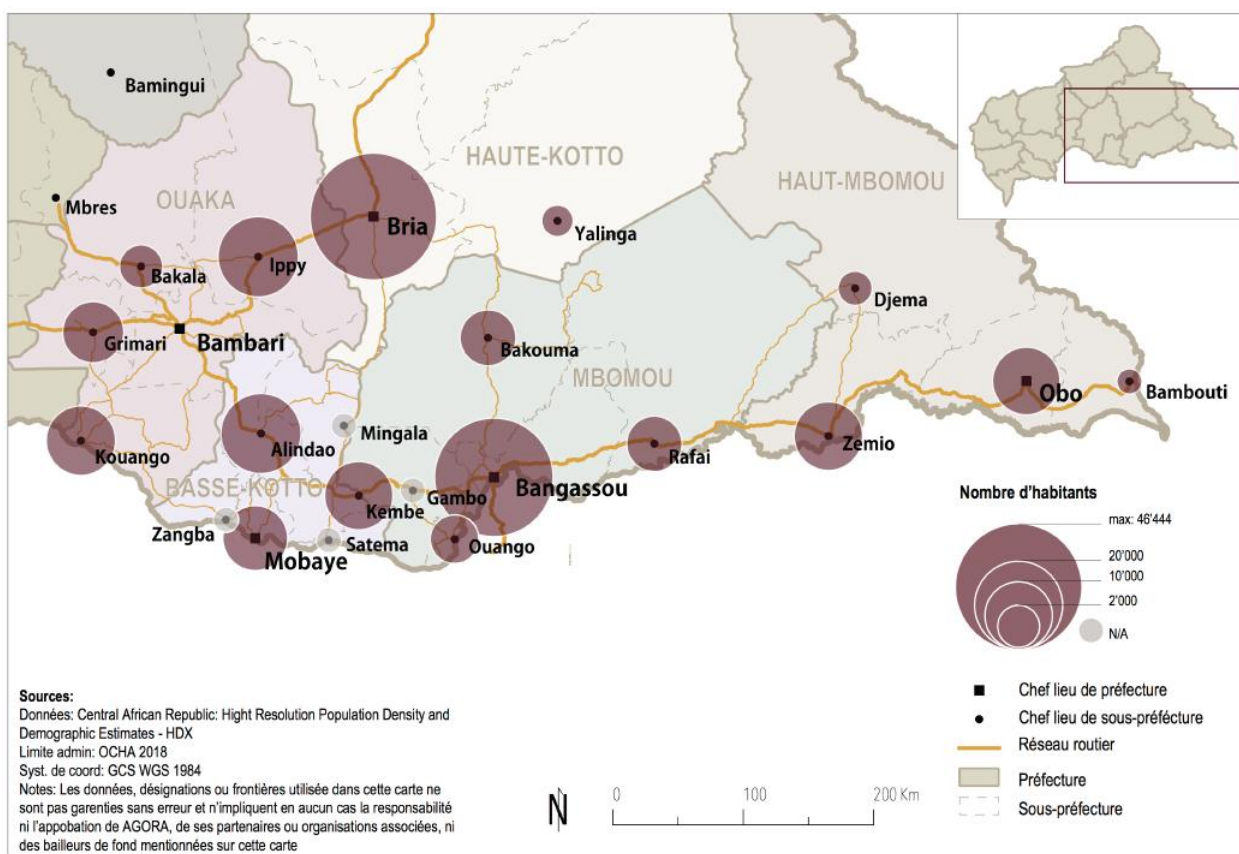
Les entretiens individuels permettent d'approfondir les questions qui n'ont pu être davantage détaillées en groupe pour des raisons sociales ; mais aussi pour identifier des perceptions partagées entre les membres proéminents des communautés voire des groupes armés et les communautés elles-mêmes.

Une explication complète de la méthodologie se trouve en annexe.

SATEMA

Satema est l'une des sous-préfectures de la préfecture de Basse-Kotto en République Centrafricaine. Au nord, à une distance de 40 kilomètres, une piste relie la ville de Satema à une route nationale au niveau de Dimbi. Selon le recensement de 2020, la commune compterait entre 36 000 et 37 000 habitants¹. Les deux grands groupes ethniques présents dans la localité sont les Yakoma et les Langba et il y résident aussi des minorités ngbougou et banda.

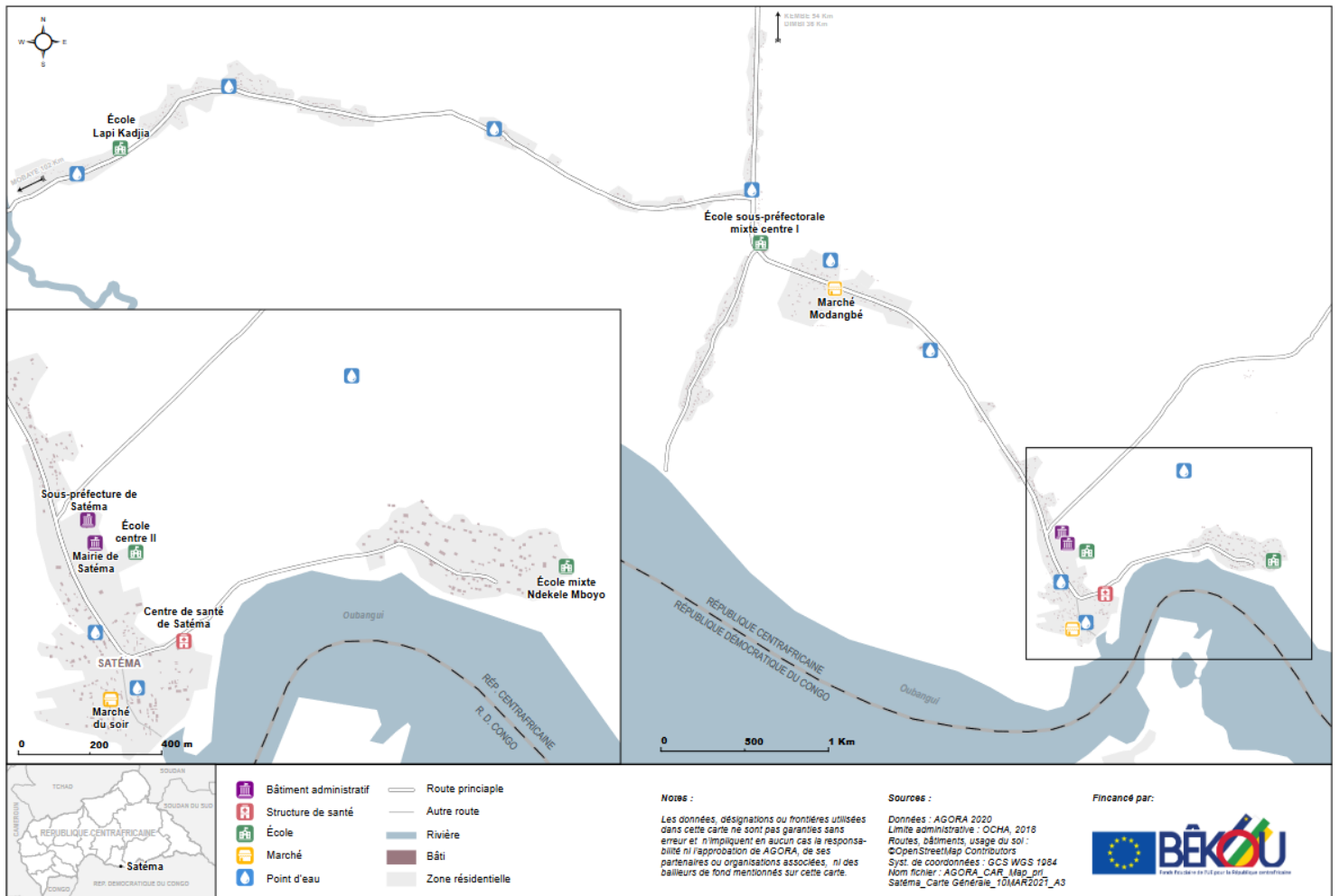
Actuellement, seulement les communautés chrétiennes sont présentes, les communautés musulmanes ayant fui lors des affrontements de 2017. La majorité de ces derniers se trouvent 17 kilomètres à Kotakoli en République Démocratique du Congo. Leurs opinions et messages n'ont pas pu être pris en compte pour cette consultation.



Carte d'estimation de la densité démographique du sud de la République centrafricaine (Agora – 2020)²

¹ AGORA, 2021, 'Plan de Relèvement Local de Satema, lien : https://www.impact-repository.org/document/impact/f8cd9e91/AGORA_CAR_PlanRelevementLocal_Satema_Mars2021.pdf, consulté le 21/10/21

² AGORA, 2021, 'Plan de Relèvement Local de Satema, lien : https://www.impact-repository.org/document/impact/f8cd9e91/AGORA_CAR_PlanRelevementLocal_Satema_Mars2021.pdf, p.7, consulté le 21/10/21



Carte du centre-ville de Satema (Agora – 2021)³

³ 'Agora, Carte du centre-ville de Satema – Diagnostic territorial, 2021, https://www.impact-repository.org/document/impact/3541e3e2/AGORA_CAR_Map_prl_Satema_Carte-generale_24FEB2021_A3.pdf, consulté le 08/11/21'

SITUATION POLITIQUE, ORDRE PUBLIC ET SÉCURITÉ

HISTOIRE DES TENSIONS À SATEMA

La crise militaro-politique de 2012-2013 a atteint Satema en janvier 2013 avec l'arrivée des Séléka. Ils se sont accaparés petit à petit des fonctions de l'État. Ils ont érigé des barrages routiers, prélevé des taxes et se sont imposés comme intermédiaire pour résoudre les conflits.

Selon la plupart des répondants, ils ont très vite commencé à commettre des exactions. Ils ont notamment forcé des jeunes à travailler dans les mines sans rémunération, des exécutions sommaires ont été commises au bord de la rivière et on note aussi la prévalence des mariages forcés, même avec des filles mineures.

Une partie de la population s'est réfugiée en RDC mais des commandants du groupe armé ont réussi à les faire revenir, au moins en partie, vers Satema.

En guise de défense des communautés chrétiennes, des jeunes se sont organisés en groupe d'autodéfense Anti-Balaka en 2017. En ce moment, l'UPC – successeur des Séléka – ont commencé à enrôler des jeunes de force. Les Anti-Balaka ont attaqué la ville deux fois en 2017. La deuxième fois, ils ont réussi à déloger l'UPC qui s'est retirée à Dimbi.

Craignant d'être vues comme des collaborateurs des UPC, les communautés musulmanes se sont senties contraintes de quitter la ville, se déplaçant surtout vers Kotakoli en RDC à 17 kilomètres de Satema mais également vers Dimbi et Bambari. Lors de ces affrontements, une partie de la population chrétienne a également fui.

Selon les répondants, les Anti-Balaka, après quelques jours, ont adopté le même comportement que leurs prédécesseurs, y compris commettant des abus tels des exécutions, braquages, et mariages forcés.

En 2019, les deux groupes armés ont signé un accord de paix à Dimbi dont les médiateurs étaient les préfets de Mbomou et Basse-Kotto, les sous-préfets de Dimbi et Kembe, accompagnés par des leaders religieux.

Un conflit historique existe entre les communautés langba et yakoma qui contient une notion d'esclavage. Des personnes langba aurait été esclaves des Yakomas et ces derniers auraient toujours des idées dérogatoires des premiers. À Satema, les deux communautés s'étaient alliées à travers des rituels de réconciliation dans le passé.

Les Anti-Balaka sont à majorité originaires du groupe ethnique langba. Le 23-24 janvier de cette année, ils ont violé cette réconciliation en attaquant les maisons des familles yakoma. Ces derniers se sont réfugiés en RDC. Avec un appui de l'ONG ACTED, ils sont en train de revenir à Satema.

Lors des conflits de 2013 et 2021, la plateforme religieuse a joué un rôle de premier plan pour le retour à la paix à travers des sensibilisations pour le vivre ensemble et l'adoption d'un comportement non-violent.

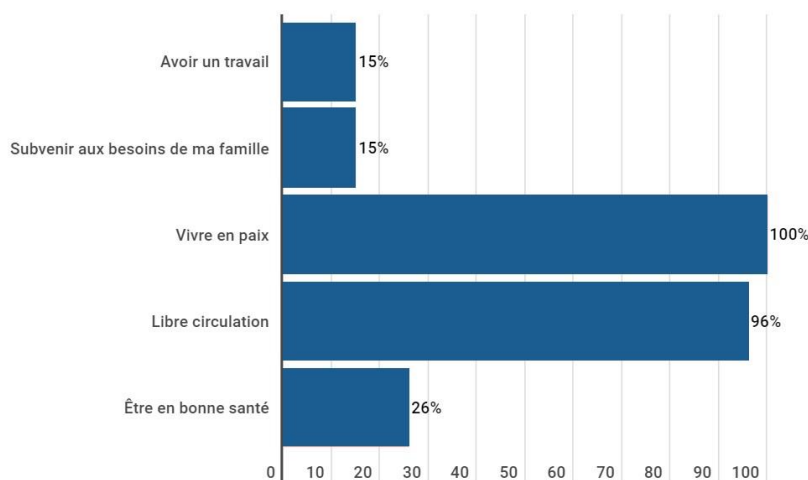
Depuis que les FACA et leurs alliés ont annoncé leur arrivée dans la localité – ce qui ne s'était pas encore produit lors de la consultation – les Anti-Balaka ont déposé les armes – sans pour autant être désarmés. Ils sont donc actuellement dormant, sans avoir perdu la capacité de perturber la situation.

SITUATION ACTUELLE

Les participants à la consultation ont expliqué que la vie publique est gérée par le sous-préfet et le maire, soutenus par les chefs de groupe et de quartier. Ils ont repris leurs fonctions en plein suite au dépôt des armes par les Anti-Balaka.

Les forces de l'ordre – police, gendarmerie⁴, FACA – sont absentes et les autodéfenses Anti-Balaka ont fortement réduit leur capacité et activité dans la zone suite à l'annonce de l'arrivée des FACA et de leurs alliés à Satema. Tandis que les MINUSCA ne passent que rarement dans la localité selon un informateur clé. Par conséquent, les répondants affirment se sentir « laissés à la portée de la nature. » Ils comprennent donc que les opérateurs économiques ne viennent plus.

Tous les répondants désignent vivre en paix parmi leurs priorités dans la vie et 96% mentionnent également la libre circulation. Presque deux tiers des répondants considèrent ne pas vivre en paix actuellement. Ce nombre est sensiblement plus élevé parmi les membres de la communauté yakoma – possiblement en lien avec les attaques de janvier et le fait que les perpétrateurs ne sont pas encore désarmés – et les femmes – qui sont, selon elles-mêmes, plus ciblées dans les situations d'insécurité.



Comme principale obstacle à la paix, les enquêtés désignent les groupes armés. En effet, presque tous indiquent ces derniers comme responsables de l'insécurité, précisant souvent les Anti-Balaka et les UPC. On note également qu'une partie importante des participants tient les groupes ethniques comme responsables – sans exclure leur propre communauté (20%).

Une histoire de violence de la localité ressort des réponses concernant des abus. La moitié des enquêtés disent avoir été victimisé dans le passé. Pour les personnes issues de la communauté yakoma, cela s'élève même à

⁴ La gendarmerie était resté lors de la présence des Séléka et l'UPC. Mais le groupe armé les avait désarmé et donc « ils n'existaient qu'en nom » selon un informateur clé. Les gendarmes auraient pris la fuite lors des affrontements 2017.

deux tiers. Il s'agit particulièrement des vols, de pillages et – pour la moitié des victimes – de la destruction des maisons.

La crainte de subir de nouvelles exactions empêche les habitants – et surtout les femmes – de se rendre hors du centre. Par conséquent, il n'y a pas de possibilité de vaquer librement à leurs activités économiques. En plus, cela pose un problème d'approvisionnement de la ville.

Les habitants de Satema déplorent aussi le mauvais état des services telle que l'éducation. Le plus important est qu'il n'existe qu'un seul point d'eau dans le centre, ce qui pousse certains à prendre l'eau dans la rivière, provoquant des maladies. En effet, un tiers des répondants évoquent être en concurrence avec ses voisins pour l'eau potable. Des informateurs clés ont même lié la base des événements de janvier 2021 au manque d'eau persistant.

FEMMES

63% des répondants craignent devenir victime à l'avenir. Une fois de plus, ce sont surtout les femmes qui ressentent cette crainte (75%). Il s'agit spécifiquement des violences sexuelles et physiques. Bien que les sentiments soient réels et basés sur des faits passés plus ou moins récents, le problème est difficile à quantifier car les femmes ne sont pas en position d'avouer avoir subies de tels actes.

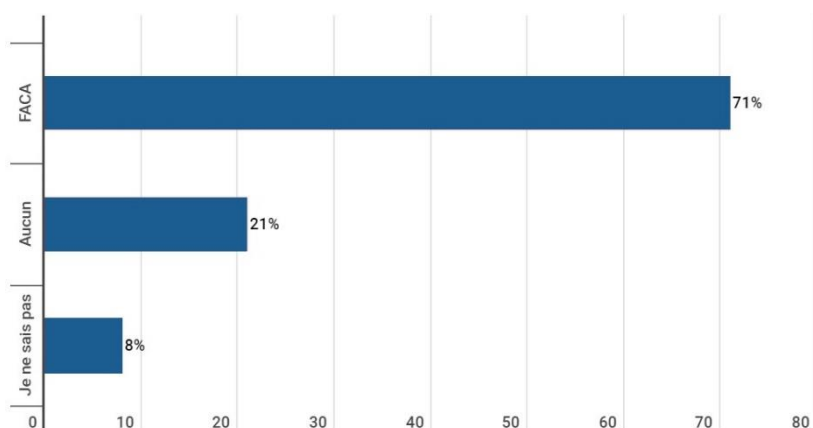
Néanmoins, toutes les femmes craignent l'agression sexuelle et 95% craignent le viol. 75% des participantes le craignent de la part d'un groupe armé. Des exemples ont été cités des femmes et de filles de toutes âges et certains informateurs clés semblent indiquer l'utilisation des VBG comme arme de guerre.

Au-delà des effets directs, cette situation empêche les femmes d'aller au champ, tout comme de vaquer à d'autres activités hors du foyer. Plusieurs groupes de femmes ont exprimé leur mécontentement et ont déclaré que lors des violences, elles étaient toujours les premières cibles.

ACTEURS DANS LES CONFLITS

Les forces de sécurité intérieure ne sont pas présentes. Lors de la consultation, l'UPC était toujours présente à Dimbi et le leadership des Anti-Balaka s'étaient dirigés vers Ngaba à 17 kilomètres de Satema. Selon un informateur clé, la plupart de la population veut en finir avec les conflits mais d'autres préfèrent continuer parce qu'ils représentent des opportunités pour s'enrichir ou de régler des comptes.

Parmi les enquêtés, 71% ont nommé FACA comme le meilleur acteur pour assurer leur sécurité. Personne ne semble avoir confiance en la MINUSCA, le FSI, ou les forces bilatérales de sécurité.



Les habitants de Satema semblent considérer surtout la cupidité comme raison d'être des groupes armés. Si pour l'UPC cet avis fait l'unanimité, les Anti-Balaka sont toujours aussi vus comme les libérateurs des communautés chrétiennes par une bonne partie des répondants, malgré leurs exactions qui en ont suivies. Actuellement, il existe un risque réel que les Anti-Balaka reprennent les armes si une raison se révèle pour eux – une éventualité à laquelle un leader Anti-Balaka fait également référence.

'Quel est le meilleur acteur pour assurer votre sécurité ?'

Un leader des Anti-Balaka souligne effectivement leur rôle dans la « libération » de Satema. Il considère que l'autre groupe armé n'est composé que de tchadiens et soudanais. Il accepte qu'il y ait des « éléments non-contrôlés » dans ses rangs qui ont commis des exactions contre la population. Pour lui, le plus important est le retour de la paix dans la zone et, par conséquent, il n'est pas contre les forces de l'Etat. Il demande plutôt leur présence militaire pour sécuriser la zone.

Il semble que le passage des jeunes dans les rangs des groupes armés, puis leur retour dans la société sans accompagnement, a des effets néfastes sur l'ordre public. À force d'avoir fait partie de l'entité qui s'accapare des privilèges des chefs traditionnels, la relation ces derniers et certains jeunes a changé. Les autorités traditionnelles se plaignent d'un manque de respect envers eux. En plus, de retour dans les communautés, ils ne disposent toujours pas de compétences et opportunités légitimes pour pouvoir subvenir à leurs besoins primaires. Et vu qu'ils n'ont pas encore été désarmés, d'autres stratégies pour combler leurs besoins restent d'actualité. Ce rapport de force avec le reste de la population mènerait parfois à des dérapages tels que les agressions sexuelles.

Il est important de souligner que cette appréciation de la situation a besoin d'être approfondie car la présente consultation n'a pas pu analyser davantage ce sujet.

IDENTITÉS, GROUPES ARMÉS ET COHÉSION SOCIALE

Les habitants de Satema se rappellent des bonnes relations avant l'arrivée de la crise militaro-politique en 2013. A l'époque, les personnes des différentes communautés religieuses se fréquentaient et se mariaient entre elles, et les groupes ethniques avaient leur alliance qui leur permettait de cohabiter en paix. Avec l'arrivée des Séléka, cela a changé.

Certains déplorent la connivence perçue des communautés musulmanes avec les rebelles – bien que l'équipe Concordis International n'ait pas pu confirmer leur version de l'histoire comme ils demeurent déplacés à Kotakoli en RDC. Depuis qu'ils ont quitté la ville en 2017, il ne semble pas y avoir eu d'efforts pour les aider à rentrer.

Et comme les communautés chrétiennes ont vécu un autre événement violent en janvier 2021, c'est ce dernier qui occupe leurs esprits. Leur absence a uniquement été déploré dans le cadre d'un manque d'expertise en commerce et des bonnes relations économiques qui existaient avant leur départ.

C'est dans ce cadre que les personnes enquêtées s'identifient surtout par leur appartenance ethnique. Pour 89% c'est l'aspect le plus important de leur identité. Néanmoins, lorsqu'on demande après les autres communautés, les réponses sont partagées entre des avis sur l'autre groupe ethnique et l'autre confession. On note aussi qu'une partie des répondants insistent sur le fait que toute autre personne est d'abord son semblable.

RELATIONS INTERCOMMUNAUTAIRES

Le clivage entre les communautés yakoma et langba a des racines historiques. Dans le passé, une division de travail aurait existé où la communauté yakoma était hiérarchiquement plus haute que la communauté langba – qualifiée par certains répondants d'esclaves. Bien que ces relations aient évolué vers une division de travail plus horizontale, et que les deux communautés aient conclu une alliance pour le vivre ensemble, des sentiments de supériorité et/ou d'infériorité semblent persister.

Quand le groupe autodéfense Anti-Balaka est arrivé à Satema, il s'agissait d'un groupe venu d'une autre localité à majorité langba. Les habitants yakoma de Satema ont généralement refusé de faire partie de cette autodéfense et, par conséquent, les membres langba de ce groupe ont maintenu la majorité.

Les messages qui ressortent sur la source du conflit de fin janvier dernier sont partagés. Néanmoins, il semble que des Anti-Balaka ont attaqué des maisons de la communauté yakoma qui s'est vu contrainte de fuir en RDC.

Dans les semaines suivantes, la plateforme religieuse a organisé un dialogue sous l'égide d'un représentant de leur coordination générale à Bangui⁵. Le leader des Anti-Balaka était présent et aurait demandé pardon aux représentants religieux. Un accord a été signé et la situation s'est apaisée.

Cependant, les membres de la communauté yakoma consultés ne se sentent pas concernés par cet accord puisque, selon eux, leur communauté n'était pas correctement représentée, étant réfugiée en RDC. Certains rajoutent que même les autorités locales n'ont pas été suffisamment impliquées au regard de l'absence du maire dans le dialogue.

En outre, cet accord n'a pas mené à des activités de réduction de violence communautaire (RVC), ni de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR). Combiné avec l'absence des FSI, beaucoup de réfugiés en RDC ne se sentent par conséquent pas en sécurité pour retourner.

Plusieurs répondants yakoma appellent donc à un dialogue inclusif qui peut aboutir à un désarmement lié à la présence des forces de l'ordre conventionnelles.

En conclusion, les failles entre les deux groupes ethniques restent profondes. Un travail de fond est nécessaire pour atteindre une réconciliation et une cohabitation en paix sans peur de l'autre. Ce processus devra être accompagné par la sécurisation de la zone et une amélioration des conditions de vie.

RELATIONS AVEC LES GROUPES ARMÉS

Malgré les dynamiques intercommunautaires au sein du groupe d'autodéfense expliquées dans le paragraphe précédent, la plupart des répondants, y compris les jeunes, soulignent que ces derniers ne sont pas violents à la base. En revanche, au regard des difficultés économiques et les clivages intercommunautaires renforcés par la présence des groupes armés, beaucoup ont pris des armes. Il est souvent cité que les jeunes rejoignent les groupes armés pour des raisons économiques. Mais un manque de défense par d'autres moyens joue aussi un rôle

Après les exactions commis par les deux groupes armés, peu d'enquêtés avouent soutenir l'un d'eux. À ce jour, les jeunes ont déposé les armes mais maintiennent la capacité de les reprendre. Combiné avec le manque quasi-total d'opportunités pour mener leurs vies avec dignité, les effets psychologiques et sociaux des événements du passé, et l'absence des forces de l'ordre de l'état ; cela pose un risque réel de reprise d'hostilités à Satema, selon les répondants.

RÉFUGIÉS – DÉPLACÉS

Il n'y a pas de personnes déplacées ni réfugiées à Satema. En revanche, il y a eu plusieurs grandes vagues de déplacement fuyant les actes de violence dans la localité, notamment la fuite des communautés musulmanes quand les Anti-Balaka ont gagné le contrôle de la localité en 2017 et la communauté yakoma quand ils étaient attaqués par ces derniers en janvier de cette année.

⁵ Une plateforme des confessions religieuses de Centrafrique (PCRC) existe à Bangui. Elle a mis en place des plateformes religieuses au niveau local à travers la République centrafricaine. Cependant, toutes les plateformes religieuses ne font pas partie de ce réseau puisque certains ont été formés de façon organique dans leurs localités perspectives.

Depuis août, un retour – encore modeste lors des consultations en septembre – des habitants yakoma se met en place. Pour leur réinstallation, ils reçoivent un soutien de l'ONG ACTED. Cependant, l'hésitation persiste au sein de cette communauté en raison de l'absence des forces de l'ordre. Par ailleurs, des répondants évoquent que certains ménages ont donc perdu leur matériel et leurs réserves pendant leur déplacement et qu'ils auront besoin d'un soutien de réinstallation.

Il semble y avoir moins de dynamiques pour un retour éventuel des communautés musulmanes qui demeurent déplacées à Kotakoli en RDC, ainsi qu'à Bambari et à Dimbi.

ECONOMIE LOCALE

L'économie locale à Satema est surtout basée sur l'agriculture, la pêche, la chasse et le commerce. Dans le passé, il y avait aussi des activités minières – notamment dans les mines de diamant sur les axes périphériques – et des cultures de rente. Généralement, la communauté yakoma s'est spécialisée dans la pêche tandis que les hommes langbas s'occupent de la chasse.

La zone est approvisionnée par le fleuve Oubangui et d'autres cours d'eau. Cette situation facilite les activités agricoles et ces différents cours d'eau sont par ailleurs très poissonneux et idéaux pour la pêche. Les îles situées sur l'Oubangui offrent également de bonnes opportunités de chasse.

FAIBLE PRODUCTION

Les conditions économiques sont aussi importantes pour les habitants que les aspects sécuritaires. En réalité, pour eux, les deux sont intrinsèquement liés puisqu'on ne peut pas parler de sécurité physique si la sécurité alimentaire n'est pas assurée – telle qu'est le cas aujourd'hui pour beaucoup de foyers. Tous les enquêtés désignent le coût élevé de la vie et la rareté des produits de première nécessité comme conséquences principales de l'insécurité.

Selon eux, ce sont l'absence de l'Etat et la présence des groupes armés qui empêchent le développement économique de la localité. La succession de conflits depuis 2013 a ruiné l'économie locale. Si avant la crise, elle était renforcée avec des activités minières et les cultures de rentes, aujourd'hui reste seulement la culture de café.

Les agriculteurs déplorent des récoltes ratées dues à l'insécurité dans la périphérie de la ville et la destruction des champs par inondation. Jusqu'à présent, ils ne disposent pas des outils et de la semence pour travailler à échelle. En conséquence, la production agricole est actuellement très faible. En outre, les pêcheurs, artisans miniers, agriculteurs et chasseurs ont perdu une partie de leur équipement aux mains des groupes armés. Et les petits ruminants, souvent une source de résilience pour les foyers, ont aussi souvent été pillés.

La production est actuellement donc à bas et l'argent circule difficilement. Cependant, la culture de café reste toujours une source de revenus importante pour la jeunesse. Ces récoltes sont souvent vendues en RDC.

COMMERCE RÉDUIT

Les échanges commerciaux à Satema sont également très réduits comparé au niveau pré-crise. La plupart des commerçants étaient devenus des cibles favorites des groupes armés. Le départ des commerçants musulmans lors des affrontements de 2017 a occasionné une chute des activités commerciales. Et les commerçants externes ne viennent plus à cause de l'insécurité sur les axes et le mauvais état des routes. Cependant, au niveau local, les échanges entre les groupes ethniques semblent reprendre.

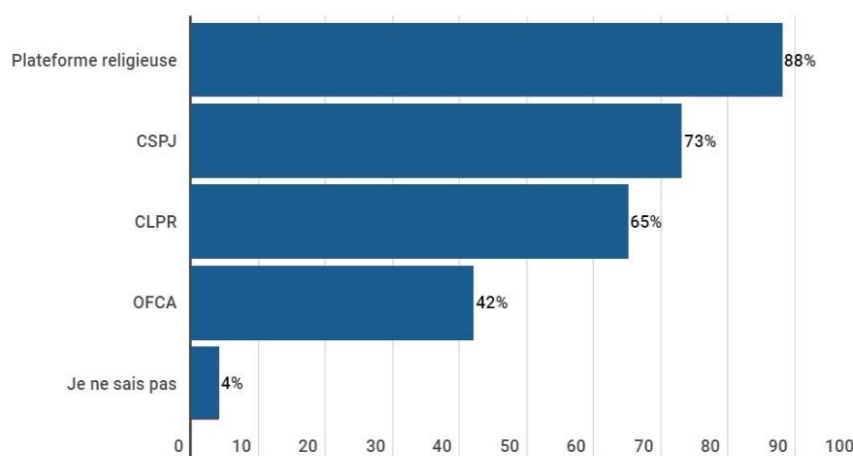
Aujourd'hui, il n'y a pas de grand marché dans le centre à part un groupement d'étalages que des femmes commerçantes ont érigés il y a quelque mois. Les plus grands échanges se font sur le marché à Boungba, bien que celui-ci est aussi faiblement approvisionné. La plupart des marchandises proviennent de la localité de Kota Koli en RDC. Malgré les difficultés liées aux mesures contre le Covid-19, le commerce transfrontalier est important pour la localité.

INITIATIVES LOCALES & ENDOGÈNES À LA RÉSOLUTION DE CONFLIT

Les Anti-Balaka ont déposé leurs armes suite à l'annonce par les forces conventionnelles qu'elles allaient s'installer à Satema. Suite à cette décision, les autorités locales ont pu reprendre leurs fonctions.

Ainsi, en cas de conflit interpersonnel, les habitants se tournent vers le chef de groupe ou de quartier. Effectivement, 83% des enquêtés font appel à ces autorités traditionnelles lors des disputes. Ils expliquent leur choix en disant que ces intermédiaires sont généralement acceptés par les deux parties et qu'ils sont les plus justes et rapide. Pour des cas plus lourds ou en cas de non-satisfaction, les habitants peuvent se référer au maire, puis au sous-préfet.

En référence aux conflits intercommunautaires, les organisations de la société civile sont souvent citées. Il existe à Satema la plateforme religieuse, le CLPR – constitué en partie des membres de la plateforme religieuse – une association de la jeunesse et l'OFCA. Les femmes désignent souvent le conseil sous-préfectoral de la jeunesse et le CLPR tandis que les hommes semblent préférer la plateforme religieuse.



'Quelles OSC s'occupent de la gestion de conflit ici?'

Cette dernière a marqué les esprits cette année avec leur intervention suite aux attaques sur les foyers yakomas en janvier. Selon l'un des membres, la plateforme des confessions religieuses et le CLPR ont pour mission de prévenir et de gérer les conflits communautaires à travers des sensibilisations, des négociations et des dialogues intercommunautaires.

L'association de la jeunesse tient des réunions régulières pour promouvoir la paix et organise des activités qui rassemblent toute la communauté afin d'améliorer la cohésion sociale comme le sport, la reconstruction des abris ou les travaux champêtres. Ces organisations seraient généralement inclusives mais les répondants indiquent qu'il n'y a pas de membres musulmans au regard de leur absence de la ville.

Lors des affrontements entre l'UPC et les Anti-Balaka, ce sont les autorités de l'Etat qui ont joué le rôle pivot. Ce sont notamment le préfet de la Basse-Kotto, la préfète de Mbomou et les sous-préfets de Gambo et Kembe accompagnés par des intervenants religieux qui ont facilité la signature de l'accord de Dimbi en 2019 qui tient jusqu'à ce jour.

FEMMES

Tout le monde semble convaincu du rôle des femmes en tant que conseillère de leur mari et de leurs enfants dans les affaires de conflit.

Par rapport à leur rôle public, les messages sont partagés. Certains évoquent des activités de sensibilisation, de dialogue et de consolidation de la paix menées par des femmes de Satema. D'autres opinent que leur rôle public ne va pas plus loin que l'organisation de veillées de prières en faveur de la paix. Parmi les femmes enquêtées, deux tiers trouvent qu'elles n'ont pas de rôle – plus que le double de la proportion chez les hommes.

Il y a une forte volonté pour une augmentation de l'implication des femmes dans les processus de paix. 89% la citent parmi les mesures clés pour promouvoir la paix à Satema. La moitié des répondants soutenant plus d'implication veulent même que les femmes puissent être attribués des rôles de leader.

ACTEURS DANS LA GESTION DES CONFLITS, LA RÉCONCILIATION ET LA CONSOLIDATION DE LA PAIX

De multiples organisations et associations ont été citées par les répondants comme actives dans la gestion de conflits et/ou la consolidation de la paix au sein de Satema. La plateforme religieuse est désignée comme étant le principal acteur du a son rôle historique pendant la crise de 2013 puisque 85% des participants interrogés la mentionnent, suivi par l'Association de la jeunesse et le CLPR qui ne sont apparus que plus tard.

En effet, lorsqu'il s'agit de la gestion de conflit, les répondants, tout comme les équipes de Concordis, International constatent un besoin de renforcement de capacités de ces derniers en la matière.

PLATEFORME RELIGIEUSE

La plateforme religieuse semble particulièrement avoir marqué les esprits au sein de la localité. Mise en place pendant la crise de 2013, elle a mené des actions pour un retour de paix à travers des sensibilisations auprès des différentes communautés et des membres des groupes armés sur le vivre ensemble et l'adoption d'un comportement non-violent lorsque les autorités de la ville et les forces de l'ordre avaient déserté Satema. Aujourd'hui, elle prêche la tolérance et la réconciliation auprès des communautés présentes. L'ensemble de ses membres font également partie du CLPR.

BUT	Garantir la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les différentes communautés
THÈMES	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés Gestion non-violente des conflits
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisation à la cohésion sociale et au vivre ensemble Activités de dialogues entre les différentes parties Médiation de conflits
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	La plateforme religieuse a une excellente réputation au sein de Satema, notamment dû à son engagement historique pour la paix au milieu de la localité. Elle est plébiscitée tant par les membres des communautés langa que par les habitants yakoma. Cependant, certains expriment la nécessité d'avoir un fonctionnement plus inclusif en encourageant la participation des femmes, des jeunes et des communautés musulmanes (jusqu'à présent absentes).

L' ASSOCIATION DE LA JEUNESSE

L'association de la jeunesse a été mise en place par les jeunes après les affrontements de 2017 entre les Anti Balaka et l'UPC afin de sensibiliser à la paix et à la cohésion sociale. Son président est Yakoma, et tient à cœur de combattre les réticences entre son ethnie et les Langba afin de promouvoir le vivre ensemble. Elle a pour rôle la cohésion sociale, et la participants des jeunes aux processus de résolution de conflit.

BUT	Garantir la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les différentes communautés et représenter la jeunesse
THÈMES	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés Gestion de conflit
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisation à la cohésion sociale et au vivre ensemble Faciliter le dialogue entre les différentes parties en conflit
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	L'association de la jeunesse est souvent citée par les participants comme l'une des OSC les plus actives à Satema. Cependant, beaucoup de répondants préconisent un fonctionnement plus inclusif (envers les jeunes et les femmes), et un plan d'action plus concret axé sur l'insertion professionnelle des jeunes.

COMITÉ LOCAL DE PAIX ET DE RECONCILIATION (CLPR)

Le Comité local de paix et de réconciliation (CLPR) fait partie d'un dispositif national ayant pour but de sensibiliser les différentes communautés au vivre ensemble, au dialogue, à la gestion non-violente des conflits et au développement local. Le CLPR de Satema fut établi par le sous-préfet sortant, à la suite des tensions du 24 Janvier 2021 qui a vu s'opposer les communautés yakoma and langba. Le sous-préfet regroupe les autorités communales et religieuses de la ville, ainsi que certains membres du Conseil sous-préfectoral de la jeunesse (CSPJ) Depuis sa création il assure la médiation des conflits locaux, y compris ceux impliquant les groupes armés, et mène des campagnes de sensibilisation sur la paix.

BUT	Garantir la cohésion sociale et le vivre ensemble entre les différentes communautés
THÈMES	Cohésion sociale et consolidation de la paix entre les communautés Gestion de conflit
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Sensibilisation à la cohésion sociale et au vivre ensemble Faciliter le dialogue entre les différentes parties en conflit Organiser des ateliers de dialogue
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	Le CLPR est reconnu pour avoir participé à des campagnes de sensibilisation au vivre ensemble, cependant certains participants critiquent son manque d'inclusivité envers les communautés musulmanes. Beaucoup demande à ce qu'il encourage la participation des femmes et des jeunes, renforce ses actions de dialogue et propose un accompagnement professionnel et social pour la jeunesse.

ORGANISATION DES FEMMES CENTRAFRICAINES (OFCA)

L'organisation des femmes centrafricaines (OFCA) de Satema fait partie d'un réseau établi au niveau national. Mise en place en 2016 au sein de la localité, c'est une organisation féminine sous tutelle du Ministère des Affaires Sociales dont l'objectif général est l'émancipation de la femme. Elle a pour mission de renforcer la capacité des associations féminines à travers des formations et conseils pour la relance économique et la cohésion sociale. Cependant, à l'inverse des autres OFCA rencontrées dans les villes ciblées, celle de Satema ne mène pas d'action pour la paix, et focalise ses activités sur le désherbage et de nettoyage des bâtiments administratifs (sous-préfecture, Mairie), et l'organisation de fête.

BUT	Représenter les femmes et défendre leurs droits au sein de la société
THÈMES	Position de la femme dans la société et autonomisation de ces dernières Cohésion sociale
ACTIVITÉS CONCRÈTES	Création d'AGR pour l'autonomisation économique et sociale des femmes Conseils à la cohésion sociale et au vivre ensemble Nettoyage de la ville et des bureaux administratifs Organisation de fêtes Veillées de prières organisées par la plateforme religieuse
PERCEPTIONS COMMUNAUTAIRES	L'OFCA de Satema semble avoir un rôle atypique qui suscite de nombreuses critiques de la part des participants. Nombreux sont ceux qui mentionnent qu'elle ne maîtrise pas suffisamment son rôle de médiateur dans la gestion de conflit et la réconciliation, et beaucoup souhaiteraient la voir devenir plus active, plus inclusive envers les femmes et les jeunes, et surtout plus engagée dans des actions concrètes telles que les dialogues intercommunautaires.

RECOMMANDATIONS

Lorsqu'on demande ce qui peut promouvoir la paix à Satema, les répondants pensent d'abord à tenir des activités de cohésion sociale (85%) et plus particulièrement à une implication d'avantage des femmes dans ces processus (89%). Les plus grand obstacles à la paix et au relèvement de l'économie sont; selon eux, la présence des groupes armés et l'absence de l'état. Ces réponses sont reflétées dans les recommandations faites.

Les participants à la consultation ont partagé une richesse de recommandations sur comment faire avancer la localité. Le début et la fin sont la sécurité. Tout dépend d'une réconciliation et une reconstruction des relations entre les groupes ethniques de la ville et d'une sécurisation de la zone. Ce dernier ne peut se faire que si les forces de l'ordre reviennent à Satema et les groupes armés sont désarmés. Ensuite, les services doivent être améliorés : l'éducation, la santé et l'accès à l'eau potable.

Tous ces changements sont des conditions nécessaires pour que l'économie locale puisse reprendre de l'ampleur. Pour faciliter ce processus, les répondants préconisent une mise en place des formations professionnelles, des appuis pour les activités économiques existantes, une création d'emploi et une amélioration des infrastructures.

Plusieurs répondants ont souligné le risque d'un retour à la violence au cas où l'économie locale ne se relève pas, permettant les habitants de subvenir à leurs besoins primaires, et un renforcement de la cohésion sociale et la sécurité de la zone ne soit pas entamé.

On remarque une absence de messages autour d'un éventuel retour des communautés musulmanes. Il est possible que les esprits soient dominés par les événements de cette année, reléguant la réconciliation avec les communautés religieuses au second plan.

COHÉSION SOCIALE

Les liens de cohésion sociale entre les différentes communautés ont particulièrement été affectés par les affrontements interethniques du 24 janvier 2021 qui virent s'opposer les yakoma aux lanbga. De ce fait, les participants ont plusieurs recommandations allant dans le sens d'un cohésion sociale interethnique et interreligieuse renforcée.

En effet, presque l'intégralité des participants demandent de la part des OSC et des autorités locales la mise en place de campagnes de sensibilisation à la réconciliation et au vivre ensemble interethnique et interreligieux, afin de combattre les divisions sociales au sein des communautés.

Ce processus permettrait de préparer, par la suite, l'organisation d'un dialogue inclusif et impartial entre toutes les communautés visant à la réconciliation des communautés langba et yakoma, mais également à préparer le retour de la communauté musulmane déplacée. Ce dialogue nécessite l'appui des OSC présentes dans la localité, de leurs partenaires humanitaires mais également de l'Etat et des forces de l'ordre.

Les participants mentionnent également que ces processus de cohésion sociale ouvrent la voie à un possible futur développement social et économique de la localité. Elle est également liée à la situation sécuritaire et notamment à la présence des FACA et des FSI.

SOUTIEN POUR LES OSC ET LEADERS COMMUNAUTAIRES

Afin de permettre aux recommandations mentionnées en amont d'être pérennes et d'assurer l'efficacité de l'action des OSC dans le domaine de la cohésion sociale, les participants préconisent un renforcement des capacités des OSC et des leaders communautaires de la localité dans la matière. Ils demandent notamment que des formations aux activités de sensibilisation au vivre ensemble et aux méthodes de prévention et de résolution non-violente des conflits soient dispensées aux leaders communautaires ainsi qu'aux autorités locales.

Cet appui technique doit être accompagné d'un appui matériel envers les OSC, notamment en mettant à leur disposition des locaux et moyens de transports afin d'étendre leur champ d'action.

PROMOUVOIR LES DROITS DE LA FEMME

Concernant les femmes, les participants souhaiteraient que des campagnes promouvant le respect des droits des filles et des femmes de Satema soient mises en place. Ces dernières devraient s'accompagner de campagnes de lutte contre les violences basées sur le genre et l'enlèvement des femmes, ainsi que des actions de prise en charge psychologique, sociale et financière des victimes de ces violences.

RETOUR DE L'AUTORITÉ DE L'ETAT

Lorsqu'interrogé sur les aspects qui pourraient promouvoir la paix au sein de Satema, 85% des participants ont affirmé que la restauration de l'Etat était un élément essentiel de ce processus. Deux axes centraux semblent se dégager en faveur du retour des autorités de l'Etat : La restauration des forces de l'ordre ainsi que le processus de désarmement des groupes armés.

FORCES DE L' ORDRE

L'intégralité des participants considèrent que 'vivre en paix' est un élément important dans leur vie. A cet effet, ils demandent le redéploiement dans la sous-préfecture de Satema de tous les services déconcentrés de l'Etat, et notamment des forces de sécurité intérieures.

La réinstallation des FSI et des FACA dans la ville, qui jusqu'aujourd'hui ne bénéficie pas de leur protection, devrait se faire en collaboration avec la MINUSCA afin d'assurer la sécurisation de la zone et la libre circulation. Cette dernière est, selon les participants, essentiel pour garantir le développement économique de la zone, la cohésion sociale entre les communautés ethniques et religieuses, et rendre possible le retour de la communauté musulmane déplacée.

DÉSARMEMENT DES GROUPES ARMÉS

De nombreux participants, y compris des figures proéminentes au sein des groupes armés, ont exprimé leur souhait d'engager un processus de désarmement des groupes armés au sein de la zone préfectorale de Basse-Kotto, accompagné d'un programme de réinsertion professionnelle et sociale pour leurs membres, avec la possibilité pour ceux qui le souhaitent d'intégrer les forces de l'ordre.

Certains ont également mentionné la présence de mercenaires étrangers venus du Tchad et du Soudan au sein des rangs des groupes armés, et souhaiteraient que ce processus de DDRR s'accompagne aussi du rapatriement de ces éléments armés et/ou de leur traduction devant les instances judiciaires pour les crimes qu'ils ont commis contre la population civile.

SERVICES

La plupart des répondants mentionnent l'absence de services, notamment dans le domaine de l'éducation, et ont émis un certain nombre de recommandations à cet effet.

ÉDUCATION

La ville de Satema dispose de deux écoles fondamentales, cependant les participants déplorent le manque d'établissement secondaire (CEG, CES ou Lycée) et d'enseignants qualifiés poussant, dans le meilleur des cas, certains enfants à devoir quitter la localité pour continuer leurs études, et dans le pire des cas, à les abandonner. De ce fait, les répondants demandent le retour de professeurs qualifiés, la réhabilitation des infrastructures scolaires, la création de nouveaux établissements, et un appui en matériel et kits scolaires afin d'offrir de meilleures opportunités économiques et sociales pour les élèves.

Les femmes interrogées préconisent également la création d'une maison des femmes et de centres culturels afin de renforcer l'accès à l'éducation pour les jeunes, et plus particulièrement les jeunes.

PROTECTION ENFANTS

Certains participants mettent l'accent sur la nécessité d'apporter une aide toute spécifique aux enfants orphelins en prenant en charge leur développement socio-éducatif et en leur fournissant un soutien via un plan de suivi personnalisé.

SERVICES DE SANTÉ

La santé est également une priorité pour les habitants de Satema, qui demandent un appui logistique et matériel à destination du centre de santé et la construction d'un laboratoire d'exams médicaux.

AMÉLIORATION DE L'APPUI HUMANITAIRE

Concernant l'amélioration de l'appui humanitaire à Satema, les répondants ont exprimé le besoin d'une présence renforcée des ONG humanitaires au sein de la localité, afin qu'un véritable appui technique et financier soit mis en place dans le domaine de l'emploi, de la santé et de l'éducation.

Pour les ONG déjà présentes, certains demandent un renforcement de la traçabilité des aides distribuées par celles-ci afin d'éviter que l'appui matériel alloué à la population soit détourné.

Parmi les participants, certains mentionnent également que les ONG devraient accompagner les migrants de retour en leur fournissant un appui matériel et financier.

RELANCE ÉCONOMIQUE

96% des participants considèrent les aspects économiques comme importants dans leur vie. Afin de favoriser la relance économique. Les participants évoquent la nécessité de lutter contre le chômage et la pauvreté en mettant en place des formations professionnelles et des AGR, permettant la résilience des membres les plus fragiles économiquement et le retour du développement de la zone. Les recommandations se focalisent donc

sur quatre axes principaux : La formation professionnelle, le soutien aux activités existantes, la création d'emploi et la réhabilitation des infrastructures routières.

FORMATION PROFESSIONNELLE

En plus de l'éducation fondamentale et secondaire, les participants demandent à l'Etat la mise en place de centres de formations permettant aux jeunes déscolarisés d'acquérir les savoir-faire nécessaires à leur insertion dans la vie active. Les formations les plus demandées sont : la couture, l'hôtellerie, et la mécanique automobile.

Un accent tout particulier est mis sur le manque d'accompagnement envers les filles, se traduisant par la nécessité de mettre en place des structures de formations adaptées à leurs besoins.

SOUTIEN AUX ACTIVITÉS EXISTANTES

Concernant les activités économiques déjà existante au sein de Satema, les participants demandent un appui financier et matériel dans le secteur agricole, d'élevage et piscicole pour la relance des activités économiques et la lutte contre l'insécurité alimentaire.

Dans le domaine agro-pastoral, les participants demandent un soutien financier et matériel en semence et en outillage, ainsi qu'un soutien tout particulier aux groupements et coopératives agricoles. Dans le domaine piscicole, les participants requièrent également un appui matériel spécifique en filets, hameçons et dépôts, en plus d'un appui aux groupements et coopératives piscicoles⁶.

Beaucoup souhaitent que des subventions soient octroyées aux opérateurs économiques, et plus spécifiquement notamment aux commerçants, qui ont subi de nombreuses pertes lors des conflits qui ont secoué la ville, ainsi que la création d'un marché.

CRÉATION D' EMPLOI

Les actions visant à développer des formations professionnelles sont accompagnées par des recommandations visant à la création d'emploi, notamment pour les jeunes de la localité. La plupart des participants se tournent vers l'Etat et ses partenaires au développement afin de créer des AGR et d'offrir une meilleure plateforme pour la création d'emploi.

INFRASTRUCTURES

En termes d'infrastructures, les participants demandent à l'Etat de réhabiliter les routes au sein et aux alentours de Satema, afin de permettre la circulation des marchandises et des personnes.

Ils soulignent également la nécessité de forer de nouveaux puits d'eau potable. En effet, 35% des participants interrogés disent être en situation de concurrence vis-à-vis de l'accès à l'eau, et tous mentionnent que cela mène à des violences.

⁶ Les pêcheurs de Satema demandent : Filet moderne de 1 à 10 doigts ; Les de fabrication des filets ; Epervier complet de 2 à 45 ; Des plants et des boites d'hameçons numéro de 07 à 20 ; Files d'hameçons numéro de 45 à 120 ; Pirogues locale et moderne (hors-bord) pirogues motorisées, pour faciliter le transport des marchandises au marché ou aux dépôts de stockage des poissons ; Grillages métalliques d'un doigt et plus, pour griller les poissons ; Creuser des bassins des poissons ; Donations aux groupements de pêcheur des frigos de pétrole et ou à panneaux solaire pour les vente des poissons frais ; Torche à tête, des machettes, des flèches, hanches et des couteaux ; Des tantes décapotables et des bâches pour les abris ; Des produits contre les insectes dans les entreposages ; Four moderne des grillages des poissons ; Cartons et sacs d'emballages ; Construction des dépôts des entreposages.

ANNEXES

MÉTHODOLOGIE

Ces consultations visent à éclaircir les perceptions et les opinions des communautés et populations locales, et plus spécifiquement la voix des communautés qui ont tendance à n'être ni entendues ni prises en compte. À ce titre, l'étude porte une attention particulière aux femmes et à la jeunesse, tout en gardant à l'esprit que dans chacune de ces localités, certaines parties de la population sont moins écoutées que dans d'autres.

Concordis mise sur une collecte pure d'information afin de valoriser les messages que les interlocuteurs souhaitent passer, évitant inductions et biais de confirmation. Concordis opte pour une approche qui combine analyse quantitative et qualitative – dans les mesures du possible, au regard des limites financières et contraintes temporelles de cette étude. L'aspect quantitatif permet de mesurer la prévalence des perceptions et opinions et de les stratifier selon le sexe, l'âge, le métier, le groupe ethnique et la religion. Au-delà des chiffres, les échanges approfondis menés avec les membres des différentes communautés et les principaux acteurs de la localité fondent la collecte des données qualitatives permettant de comprendre les significations des réponses prévalentes. Additionnellement, les équipes de Concordis observent les interactions, tensions et activités dans les localités et leurs analyses directes sont prises en compte en détail pour le contexte.

L'étude qualitative repose sur des groupes de discussion avec des segments ciblés de la population ainsi que des entretiens individuels semi-directifs avec des acteurs clés dans la localité et/ou dans les conflits. Comme indiqué ci-dessus, l'étude vise essentiellement à élever les voix des communautés pour comprendre leurs perceptions. Par conséquent, les groupes de discussion avec les membres des différentes communautés ont été prioritaires. L'accent a été mis sur les :

- Groupes ou associations de femmes
- Groupes ou associations de jeunes
- Groupes d'habitants
- Groupes de certains métiers ou associations professionnelles

Les entretiens individuels sont utilisés à la fois pour approfondir des questions qui n'ont pu être longuement ou aisément détaillées en groupe pour des raisons sociales et pour évaluer si les membres proéminents des communautés, voire les membres de groupes armés, ont des perceptions partagées avec communautés elles-mêmes. Les interrogés incluent des préfets, des sous-préfets, des maires, des chefs de quartier, des leaders d'associations de femmes, de jeunes et d'autres OSC. Ces activités sont menées par deux de nos équipes centrafricaines dotées de riches expériences dans les consultations et les formations.

La conduite des entretiens a également reposé sur une démarche inclusive. Concordis a mis en place des conditions favorables aux consultations en restant à l'écoute des peurs et des souhaits des communautés afin de cartographier les solutions potentielles. Au regard de la nature de ces consultations, la question de la cohésion sociale a joué un rôle crucial dans la formulation des questionnaires, abordant le plus largement possible les interactions sociales et commerciales entre communautés, les dynamiques de conflits en interrogeant sur les peurs et la confiance, et la résolution du conflit en interrogeant sur la médiation et les griefs. Là encore, comme toute consultation en temps limité, cette étude ne prétend pas à l'exhaustivité sur la variété des thématiques abordées.

RAPPORT DE FORMATION

PLAN D'ACTION DE SOLIDARITÉ - SATEMA